



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Mis en ligne le 20/12/2022 à 14h41

REÇU EN PREFECTURE

le 20/12/2022

Application agréée E-legalite.com

22\_AV-014-2114 04884-20221219-ARR2022\_753

**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

**PROCES-VERBAL  
DE LA COMMISSION DE SECURITE  
DE L'ARRONDISSEMENT DE CAEN**

ETABLISSEMENT : **CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE LOISIRS LES MARINES  
ERP N° E 488 00089 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **MAIRIE - PROPRIETAIRE / M. GUYVARC'H - DIRECTEUR  
LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - EXPLOITANT**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **29 AVENUE CASIMIR DELAVIGNE**

ACTIVITE(S) : **ENSEIGNEMENT A SOMMEIL**

TYPE(S) : **Rsom**

CATEGORIE : **4<sup>ème</sup>**

Le 13 décembre 2022, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 22 novembre 2022.

En conclusion,

☒ La commission émet un avis :

COMMISSION DE SECURITE  
ARRONDISSEMENT DE CAEN

à la poursuite de l'exploitation

**AVIS FAVORABLE**

☐ La commission ne peut se prononcer pour la raison suivante :  
Absence d'un ou plusieurs documents ou Absence d'un ou plusieurs Membres (1)

Le Président de Séance,

Sébastien AULIN

Document annexe comportant.....<sup>6</sup> feuillets et  
extrait du compte rendu de réunion joints

(1) rayer la mention inutile



**PRÉFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Mis en ligne le 20/12/2022 à 14h41

**REÇU EN PREFECTURE**

**le 20/12/2022**

Application agréée E-legalite.com

22\_AV-014-2114 04884-20221219-ARR2022\_753

**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

- ☐ Compte rendu  
☐ Constat de Carence  
de la commission de sécurité  
de l'arrondissement de CAEN

ETABLISSEMENT : **CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE LOISIRS LES MARINES  
ERP N° E 488 00089 000**

OBJET : **VISITE PERIODIQUE**

EXPLOITANT : **MAIRIE - PROPRIETAIRE / M. GUYVARCH - DIRECTEUR  
LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - EXPLOITANT**

COMMUNE : **OUISTREHAM**

ADRESSE : **29 AVENUE CASIMIR DELAVIGNE**

ACTIVITE(S) : **ENSEIGNEMENT A SOMMEIL**

TYPE(S) : **Rsom**

CATEGORIE : **4<sup>ème</sup>**

Le 13 décembre 2022, la commission de sécurité de l'arrondissement de Caen a procédé à l'examen du rapport du groupe de visite de l'établissement ci-dessus mentionné, en date du 22 novembre 2022.

RESUME DE LA REUNION :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

REÇU EN PREFECTURE

le 20/12/2022

Application agréée E-legalite.com

22\_AV-014-2114 04884-20221219-ARR2022\_753



**PREFET  
DU CALVADOS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service Départemental d'Incendie  
Et de Secours du Calvados**

N/Réf. : BM/PB/2022 – VP221122 – Centre d'Hébergement et de Loisirs Les Marines - Ouistreham  
Affaire suivie par : Capitaine Bruno MOSTOWYK  
Tél prévention : 02.31.43.40.80

## DOCUMENT ANNEXE AU PROCES-VERBAL

Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.  
Centre d'Hébergement et de Loisirs Les Marines – 29 avenue Casimir Delavigne à Ouistreham  
ERP N° E 488 00089 000

Réf. : Visite périodique conformément à l'article R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation.  
PV de visite de la commission en date du 26/11/2019.

Le 22 novembre 2022, le groupe de visite de la Commission de sécurité de l'Arrondissement a procédé à la visite de sécurité concernant l'établissement cité en objet.

### Etaient présents :

Mme LECHEVALIER :	Maire Adjointe de la ville de Ouistreham.
M. MAUGER :	Conseiller Délégué de la ville de Ouistreham.
Cne MOSTOWYK :	Préventionniste au S.D.I.S.
M. BOUTEILLES :	Technicien Bâtiments.
MDC LEFEVRE :	Gendarmerie de Ouistreham.
M. FOMLIMARE :	Technicien Bâtiments.
M. GUYVARC'H :	Directeur.

CA

**DESCRIPTION**

Le présent rapport a pour objet la visite périodique du Centre Hébergement et de loisirs Les Marines à Ouistreham. L'établissement n'a pas subi de modification depuis l'avis favorable émis lors de la dernière visite périodique datée du 19 novembre 2019 (PV du 26/11/2019).

L'établissement implanté en zone urbaine, est composé de 2 bâtiments situés de part et d'autre de la rue et isolés l'un de l'autre. Il est accessible à partir de la rue Casimir Delavigne.

La défense extérieure contre l'incendie est adossée à un 1<sup>er</sup> poteau implanté à 141 m, mesuré par la SAUR.

La distribution intérieure traditionnelle établie sur des rez-de-chaussée et deux étages, permet d'obtenir :

- Un bâtiment à simple rez-de-chaussée comprenant une cuisine fermée alimentée en gaz de ville et électricité.
- Une salle de restauration.
- Deux salles de classe.
- Un chalet à usage de bureau.

*Bâtiment évacuable par trois sorties.*

Le chauffage est produit par l'électricité.

**Bâtiment hébergement (R + 2)****Rez-de-chaussée**

- Un bureau
- Une infirmerie
- Des vestiaires, 9 chambres totalisant 26 couchages

**R + 1**

- 5 chambres totalisant 17 couchages

**R + 2**

- 5 chambres totalisant 19 couchages

*Bâtiment évacuable par deux escaliers à l'air libre, sauf pour le R+2 (un escalier protégé de 0,90 m), 19 personnes au niveau.*

Le chauffage est produit par l'électricité.

Le SSI est de catégorie A (détection généralisée).

**EFFECTIF**

Effectif confirmé par le Chef d'Etablissement à hauteur de 52 élèves (jusqu'à 55) et 10 personnels encadrants. La nuit : 8 personnels encadrants sont présents. L'établissement dispose de 62 couchages.

**CLASSEMENT**

L'établissement, du 1<sup>er</sup> groupe et de type R avec hébergement, est à classer en 4<sup>ème</sup> catégorie.

Cet établissement relève des textes suivants :

- 1°) Code de la Construction et de l'Habitation (CCH).
- 2°) Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;

REÇU EN PREFECTURE

le 20/12/2022

- 3°) Arrêté du 04 juin 1982 modifié, portant approbation des dispositions particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de type R ;
- 4°) Arrêté du 23 juin 1978 modifié, relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public ;
- 5°) Des textes et normes en vigueur relatifs à l'emploi et à l'utilisation des matériaux et éléments de construction ;
- 6°) Des procès-verbaux émanant des différentes commissions.

Le responsable des travaux devra se conformer en tout point aux différents textes susvisés.

## I) EXAMEN DU REGISTRE DE SECURITE ET DES RAPPORTS DE VERIFICATIONS

- ✓ Vu le registre de sécurité, à renseigner réglementairement et, portant mention des contrôles techniques suivants :

Vérifications	Date	Organisme
CHAUFFAGE		Electrique
GAZ	17/09/2022	APAVE
ELECTRIQUES	27/09/22	APAVE
ECLAIRAGE DE SECURITE	12/09/22	BAES DTI
ASCENSEURS		Sans objet
GRANDES CUISINES	27/01/22 20/01/22	MAININI France Hygiène Ventilation
SSI - ALARME	26/08/22 30/09/22	CHUBB APAVE Triennale SSI
DESENFUMAGE	26/08/22 12/09/22	CHUBB DTI
ALERTE		Ligne Urbaine
EXTINCTEURS	12/09/22	DTI
PORTES AUTOMATIQUES		Sans objet
COMPRESSEUR		Sans objet
FLUIDES MEDICAUX		Sans objet
INSTRUCTION DU PERSONNEL		Formation reconduite avant chaque séjour
DECI		Réalisé par SAUR
D.A.E		A mettre en place

## II) PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONSTATATIONS

Prescriptions anciennes levées ou non levées

N° 1, n° 2, n° 3 (mesure permanente) et n° 5.

N° 4 (non obligatoire).

Suite à l'examen du registre de sécurité

- 1) Lever les 2 observations figurant dans le rapport de vérifications électriques établi par APAVE (art. EL 19).

**Suite à la visite**

- 2) Mettre en place un Défibrillateur Automatisé Externe à l'entrée principale de l'établissement (décret n° 2018-1186 du 19/12/2018).
- 3) Anticiper sur le changement futur du SSI de catégorie A, installé en 1997. En effet, ce système âgé de 25 ans présente des risques d'obsolescence avéré malgré son bon état de fonctionnement actuel. (Entendu le Chef d'établissement déclarer que le SSI ne dispose pas de détecteurs ioniques, devenus obsolètes depuis novembre 2021) (art. R. 143-41 du CCH).
- 4°) Sensibiliser les élèves et les encadrants sur la nécessité de fermer les portes de chambre de l'internat, en cas d'un éventuel incendie (consignes verbales et écrites à chaque accueil de groupe) (art MS 48).

**Prescriptions permanentes**

- a) Tenir à jour sur le registre de sécurité les formations à la sécurité du personnel et assurer à chacun d'eux, les actions de formation leur permettant de connaître
  - la conduite à tenir en cas d'incendie
  - la manipulation des moyens de secours,
  - le fonctionnement des différents systèmes de sécurité incendie,
  - le positionnement des différents moyens d'alerte prévus dans les bâtiments
  - l'accueil des engins de secours
  - le positionnement des points de rassemblement sur le site
- b) S'assurer en permanence que les matériaux employés pour les revêtements des sols, murs et plafonds ainsi que le mobilier, répondent aux critères de réaction au feu demandés par les dispositions de l'article PE 13 de l'arrêté du 22 juin 1990 et articles AM du 25 juin 1980. Dans le cas contraire procéder sans délai à leur remplacement en conservant le nouveau procès verbal de réaction au feu.
- c) Limiter le stockage de potentiel calorifique dans les locaux et circulations non prévus à cet effet (art. R.143-13 et R.143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation).
- d) A la fermeture de l'établissement, neutraliser l'ensemble des appareillages électriques ne nécessitant pas une alimentation permanente (art. R.143-13 et R.143-41 du CCH).
- e) Assurer une vacuité des dégagements, permanente et conforme aux unités de passage demandées par le règlement de sécurité incendie (art. CO 35, CO 37 et CO 38).
- f) Veiller à ne pas stocker les containers à déchets le long des façades de l'établissement (art. R.143-41 du CCH).
- g) S'assurer en permanence de la vacuité des voies pompiers permettant l'accès aux façades des bâtiments (art R.143-4 du CCH).
- h) Pour les activités périscolaires : Lors des activités périscolaires, l'agent responsable doit être nommément identifié et figurer sur le registre de sécurité (art. MS 46 et 52 - R.143-44 du CCH).

III) **ANALYSE DU RISQUE**

Sans objet.

IV) **DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE**

En application du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du Calvados (Arrêté Préfectoral du 9 février 2017), cet établissement, doit disposer d'un potentiel hydraulique de **120 m<sup>3</sup>**, utilisable en 2 heures (60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures), assuré à partir de Points d'Eau Incendie (PEI) conformes aux dispositions du RDDECI du Calvados et de ses annexes.

Ces points d'eau doivent, en outre, être :

- Constamment accessibles par voie publique ou privée, permettant la circulation et l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie (art. R.111-5 du code de l'urbanisme).
- Implantés de sorte que tout risque à défendre soit à **200 m**, au plus, de l'un d'eux, par des voies utilement praticables aux engins des services de secours. Le complément éventuellement nécessaire doit être situé à moins de 400 mètres par les voies utilisables et la distance est ramenée à 60 mètres pour l'alimentation de chaque colonne sèche.
- En conformité avec les exigences opérationnelles et validés par le SDIS 14. Le justificatif (validation du PEI ou conformité de DECI) doit être annexé au Registre de Sécurité.
- Le 1/3 du Potentiel requis doit être délivré sous pression (minimum 60 m<sup>3</sup>/h).

Le potentiel hydraulique demandé sera décliné en un nombre de Point d'Eau Incendie (P.E.I.) adapté à l'accessibilité et à la géométrie du ou des bâtiments à défendre.

Le Service Prévision des Risques se tient à votre disposition pour vous conseiller

Courriel : [deci@sdis14.fr](mailto:deci@sdis14.fr)

Téléphone : 02 31 43 40 72

Adresse : Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados

Service Prévision des Risques - 25, Bd Maréchal Juin - BP 55044 -14077 CAEN Cedex 5.

V) **RAPPEL REGLEMENTAIRE**

Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (art. MS 41 ou PE 27). Ces plans d'intervention, répondant à la norme NF X 08-070, représentent au minimum le sous-sol, le rez-de-chaussée, chaque étage ou l'étage courant de l'établissement et doivent indiquer, outre les dégagements avec indication des différentes ouvertures, les éventuels « espaces d'attente sécurisés » et les cloisonnements principaux, l'emplacement :

- des divers locaux techniques et autres locaux à risques particuliers ;
- des dispositifs et commandes de sécurité ;
- des organes de coupure des fluides et sources d'énergie ;
- des moyens d'extinction fixes et d'alarme ;
- des canalisations et conduits dangereux (dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précités : câbles d'installations photovoltaïques, canalisation de gaz, ...) ;
- et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

Des consignes précises conformes aux normes, constamment mises à jour, affichées sur des supports fixes et inaltérables doivent indiquer (art. MS 47 ou PE 27) :

- les modalités d'alerte des sapeurs pompiers (**☎ 18**) ;
- les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel ;
- la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement ;
- l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.

REÇU EN PREFECTURE

le 20/12/2022

Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes; ces mesures sont déterminées, compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie (art. R.143-34 du CCH).

Lors de chaque visite de la commission de sécurité, le registre de sécurité, les rapports de vérifications techniques réglementaires réalisés par des personnes ou organismes agréés, le certificat de conformité électrique, les consignes en cas d'incendie, les justificatifs de maintenance et contrôle complet des D.A.E, les certificats d'homologation de laboratoire agréé pour les matériaux autres que traditionnels devront être mis à la disposition des membres de la commission de sécurité (art. R.143-37 et 38 du CCH - articles EL 19, GN 12, GE 2 à 10 du règlement de sécurité).

Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un établissement recevant du public ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L.143-1 du Code de la Construction et de l'Habitation. Le dossier permettant de vérifier la conformité de ce projet doit respecter les dispositions de l'article R.143-22 du CCH.

\*\*\*\*\*